

PRÉCAIRES, DISCRIMINÉES ET INVISIBLES : LE SORT DE NOMBREUSES FEMMES ÂGÉES

[Mélissa Petit](#)

GREP | « Pour »

2022/1 N° 242 | pages 113 à 119

ISSN 0245-9442

DOI 10.3917/pour.242.0113

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-pour-2022-1-page-113.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour GREP.

© GREP. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Précaires, discriminées et invisibles : le sort de nombreuses femmes âgées

Melissa Asti Petit

Docteure en sociologie, dirigeante de Mixing Générations

Une étude internationale publiée dans le *Lancet* en août 2021 démontre que les politiques publiques mises en place dans les domaines clés du vieillissement de la société favorisent davantage les hommes que les femmes. Les femmes âgées subissent ainsi des inégalités à la fois économiques et sociales qui sont surtout le fait de politiques publiques nationales.

Dans cet article, il s'agira de comprendre ce que recouvrent ces inégalités et leurs conséquences, notamment en termes de manque de données statistiques, d'implication des femmes dans le travail non marchand, et des répercussions des inégalités économiques au cours du parcours de vie sur le niveau de vie à la retraite.

Les femmes âgées, les grandes oubliées des politiques publiques

En août 2021, le *Lancet Healthy Longevity*¹ a publié une recherche sur la société de la longévité. Les auteurs ont voulu comprendre s'il existait des inégalités de genre au moment de la retraite. Cette comparaison internationale à partir de dix-huit pays de l'OCDE s'est focalisée sur des données datant de 2015 à 2019. La France n'a pas été incluse dans le cadre de l'étude, car un certain nombre de données statistiques manquait.

¹ <https://www.thelancet.com/action/showPdf?pii=S2666-7568%2821%2900121-5>, dernière consultation le 17.11.2021.

Cette recherche se base sur la création d'un indice multidimensionnel à partir de cinq critères :

- le bien-être (calculé notamment à partir de l'espérance de vie) ;
- la productivité et l'engagement (calculé à partir du taux de participation au marché du travail des personnes âgées de plus de 65 ans, du temps passé au bénévolat, de l'âge moyen de départ à la retraite) ;
- l'équité (calculé notamment à partir du risque de pauvreté après 65 ans, de la sécurité alimentaire après 65 ans) ;
- la sécurité (calculé en partie avec le niveau des pensions de retraite, les dépenses publiques sur la thématique de la perte d'autonomie) ;
- la cohésion (comptabilisé à partir de la proportion de personnes âgées de plus de 65 ans ne vivant pas seules, la répartition des aides sociales).

L'intérêt de cet indice est de ne pas se focaliser uniquement sur la santé, mais de prendre en compte également l'ensemble des éléments qui peuvent affecter la vie quotidienne et la qualité de vie au moment de la retraite.

Ainsi, à partir de cet indice, les auteurs de la recherche se sont rendu compte que dans les dix-huit pays étudiés, les hommes sont toujours plus favorisés que les femmes. Néanmoins, certains pays ont des traitements plus équitables que d'autres. C'est le cas du Danemark, de la Suède, de la Finlande et de la Norvège, ainsi que des Pays-Bas et du Japon. Ils obtiennent globalement de « bons » résultats en ce qui concerne l'égalité entre les femmes et les hommes âgés. Pour les chercheurs, cette différence de traitement relative aux inégalités de genre tient principalement aux mesures politiques prises dans les différents pays.

De plus, cette étude insiste sur trois disparités entre les femmes et les hommes âgés. Tout d'abord, même si les femmes vivent plus longtemps que les hommes, elles vivent souvent en plus mauvaise santé. Dans tous les pays de l'OCDE, les femmes ont une espérance de vie en moyenne supérieure de 3,3 ans à celle des hommes. Or, cette longévité est trompeuse. Plus exposées aux maladies chroniques, elles paient davantage de frais de santé que les hommes. Face à une telle situation, plus de 10 % des femmes âgées ne peuvent pas faire face à leurs dépenses de santé dans certains pays de l'Union Européenne, selon un rapport de la Commission Européenne sur l'égalité entre les femmes et les hommes au sein de l'Union Européenne publié en 2019².

Par ailleurs, c'est dans l'intégration sociétale que les différences entre les femmes et les hommes âgés se font le plus sentir, favorisant ces derniers de 21 points en moyenne pour l'indice créé par les auteurs de l'étude du Lancet. Dans les pays de l'Union Européenne, plus de 20 % des femmes âgées sont

2 <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/f3dd1274-7788-11e9-9f05-01aa75ed71a1>, dernière consultation le 17.11.2021.

menacées d'exclusion sociale, contre 15 % des hommes âgés, selon les chiffres de la Commission Européenne.

Enfin, l'indépendance financière et la capacité à pouvoir bénéficier d'un niveau de vie décent à la retraite dépend du parcours d'emploi des individus. Bien que le taux d'emploi des femmes ait augmenté dans les pays à revenu élevé, le taux d'emploi global des femmes reste inférieur à celui des hommes dans le monde. Selon l'étude du Lancet, les femmes occupent des emplois plus précaires que les hommes, effectuant en plus des actes non rémunérés pendant en moyenne trois fois plus d'heures par jour que les hommes, ce qui limite le temps disponible pour un travail rémunéré. Ces différences entre les femmes et les hommes impactent directement les pensions de retraite et, *a fortiori*, les conditions de vie des retraitées.

Au total, au niveau sociétal, les inégalités entre les genres créent de fortes disparités et ne permettent pas de garantir le bien-être et une qualité de vie efficiente pour l'ensemble des plus âgés, notamment pour les femmes. Les chercheurs de l'étude du Lancet suggèrent de prendre en compte les besoins spécifiques des plus âgés en fonction du genre lors de l'élaboration de politiques publiques et de programmes nationaux et internationaux dans la perspective de créer une société de la longévité la plus inclusive et équitable possible.

Au fil de l'analyse de l'étude du Lancet, trois thèmes apparaissent comme des conséquences particulièrement importantes de ces inégalités de genre : le manque de données genrées, et plus particulièrement ici les données genrées relatives aux plus âgées ; l'implication des femmes dans le travail non marchand ; et les inégalités économiques au moment de la retraite.

Où sont les femmes âgées dans les statistiques ?

Dans *Femmes invisibles*, Criado Perez (2020) fait un terrible constat : les données sur les femmes n'existent pas ou presque pas. Que ce soit dans les livres d'histoire, sur les billets de banque ou même dans les personnages de jeux-vidéos, les femmes sont très souvent absentes. Pour Criado Perez (2020), cette absence de données genrées n'est « ni malveillante ni même délibérée. [...] Elle est simplement le résultat d'une façon de penser qui existe depuis des millénaires et qui est donc une manière de ne pas penser. Et même de ne pas penser deux fois : on n'a pas besoin de parler des hommes, parce que l'homme va de soi, et on ne parle pas des femmes du tout. Car lorsque l'on dit "humain", globalement on veut dire homme » (Criado Perez, 2020, p. 12).

Les femmes âgées portent un tribut encore plus lourd, car les données à leur sujet sont souvent absentes. Deux perspectives existent : soit on n'intègre pas, ou presque pas, la perspective âge dans des statistiques sur les femmes en instaurant notamment des limites d'âge, soit on n'intègre pas ou peu la dimension genrée dans des études sur les retraités. À cet égard, en France,

les données concernant les violences faites aux femmes dans l'espace public ne concernent pas les plus de 69 ans, alors que 20 % des féminicides sont perpétrés contre des femmes de plus de 70 ans³, ce qui montre bien que les femmes âgées sont aussi la cible de violences, que ce soit dans la sphère privée ou dans la sphère publique. Cette non prise en compte de la dimension genrée dans la réalisation des statistiques nomme l'invisibilité des femmes âgées et dessine inconsciemment un monde fait principalement pour les hommes et pour les moins de 50 ans. Lorsque des données sont collectées au-delà de 50 ans, les statistiques se focalisent sur une catégorie générique (celle des 50 ans et plus, des 60 ans et plus ou des 65 ans et plus), ce qui masque la diversité des expériences des femmes âgées à différents âges.

Nous pouvons également souligner le manque de données intersectionnelles, mêlant genre, origines culturelles et âge, qui met dans l'oubli une part non négligeable de la population.

Des responsabilités assumées sans rémunération par les femmes

Selon les enquêtes « emploi du temps », les femmes effectuent plus souvent que les hommes le travail domestique et aussi celui du *care*, non rémunéré. Selon un rapport d'Oxfam publié en 2020⁴, les femmes assument en France 72 % des tâches strictement ménagères, auxquelles elles consacrent gratuitement chaque jour 3h26, contre 2 heures pour les hommes. Dans le monde, elles réalisent 2,6 fois plus de travaux domestiques que les hommes et nombre d'entre elles ne peuvent pas bénéficier d'un travail rémunéré en raison de la charge trop importante du travail domestique et de soin dont elles doivent s'occuper.

En ce qui concerne les femmes âgées, un rapport d'Age International⁵ de 2021 insiste sur la part cachée du travail non marchand de celles-ci. Bien souvent les plus âgés sont présentés comme des poids pour la société, pouvant être dépendants, et rarement comme des acteurs de la vie sociale et de l'économie. Or, les plus âgés, et notamment les femmes âgées, participent à l'économie et contribuent au bien-être de leurs proches, que ce soit dans l'économie formelle ou informelle : garde des petits-enfants, accompagnement d'un parent âgé voire du conjoint, bénévolat formel et informel, etc. Ainsi, tout au long de leur vie, les femmes se chargent d'une part disproportionnée du travail non marchand.

3 <https://www.interieur.gouv.fr/Archives/Archives-des-communiqués-de-presse/2020-communiqués/Etude-nationale-relative-aux-morts-violentes-au-sein-du-couple-en-2019>, dernière consultation le 17.11.2021.

4 <https://www.oxfamfrance.org/wp-content/uploads/2020/01/Rapport-Oxfam-Inegalites-2020-COMPLET.pdf>, dernière consultation le 17.11.2021.

5 <https://www.ageinternational.org.uk/globalassets/documents/reports/2021/age-international-older-women-report-v11-final-spreads.pdf>, dernière consultation le 17.11.2021.

Ce travail non marchand a certes une valeur économique, mais ne fait pas partie à part entière de l'économie. Toutefois des estimations ont été effectuées. « Le travail du soin non rémunéré pourrait représenter jusqu'à 50 % du PIB dans les pays à haut revenu, et jusqu'à 80 % du PIB dans les pays à faible revenu. [...] En 2014, [aux États-Unis] près de 18 milliards d'heures de soins non rémunérés ont été consacrées à des parents âgés souffrant de la maladie d'Alzheimer. On estime la valeur de ce travail à 218 milliards de dollars » (Criado Perez, 2020, p. 267-268).

Criado Perez souligne également que lorsque les pays décident de faire des réductions financières ou suppriment des services publics, ils le font principalement au niveau de services liés à la sphère privée, considérée comme

Pour l'intégration du genre à la collecte des données

Dans un article étayé de nombreux exemples concrets, Hubert Guillaud croise les thèses de deux ouvrages récents, *Femmes invisibles* de la journaliste britannique Caroline Criado-Perez*, et *Data Feminism*** des chercheuses américaines Catherine D'Ignazio et Lauren Klein***, en appelant à un féminisme des données.

Le constat est connu et implacable : dans de nombreux champs (espace public, santé, travail...), l'action publique est rendue inefficace par le manque de données, de prise en compte des questions de genre, mais aussi des questions d'identité, de race, d'origine ou de capacité. Le problème est aujourd'hui accentué par l'intelligence artificielle, nourrie avec des données (écrits, images, vidéos, voix...) majoritairement masculines (et blanches, CSP+, etc.). Hubert Guillaud enfonce le clou : « Rien ne va dans notre océan de mecs, de préjugés à penser que notre point de vue est la norme et qu'il est neutre et objectif, au prétexte que les femmes ne seraient finalement que des hommes en plus petit ». D'Ignazio et Klein invitent, elles, à remettre les personnes et le corps au cœur de la collecte et de l'analyse des données, dont la prétendue neutralité est bien un leurre. Elles en appellent à une approche des données par l'émancipation (« libérer celles et ceux qui sont l'objet des données et des calculs ») et posent les bases d'un véritable « féminisme des données », bien au-delà de la seule injonction à l'ouverture ou à l'amélioration de celles-ci. Cette révolution passe par une science des données plus participative, un véritable « activisme des données », mais aussi notamment par la valorisation de l'émotion (la « viscéralisation des données »), une remise à plat des classements et catégories, ou encore un effort pour rendre plus visible le travail de production des données.

* Journaliste.

** Caroline Criado Perez (Auteur), *Exposing Data Bias in a World Designed for Men*. Paru le 26 mars 2020 Essai (Poche) en anglais.

*** Catherine D'Ignazio et Lauren F. Klein (2020). *Data Feminism*, Cambridge, Mass., The MIT Press, coll. « Strong Ideas », 328 p. Lucie Delias in *Réseaux* 2021/2-3 (n° 226-227), p. 269-273.

féminine. « *Le problème est que ces réductions financières n'entraînent pas tant des économies qu'un glissement des coûts, qui se reportent du secteur public sur les femmes, car le travail doit malgré tout être fait. En 2017, le Women's Budget Group, une ONG qui promeut l'égalité entre les genres, a estimé qu'approximativement une personne sur dix de plus de cinquante ans en Angleterre (1,86 million de personnes) avait des besoins de soins qui n'étaient pas satisfaits, du fait des réductions dans les dépenses publiques. Ces besoins sont devenus globalement la responsabilité des femmes* » (Criado Perez, 2020, p. 270).

Des inégalités économiques flagrantes à l'heure de la retraite

La précarité des femmes âgées n'est que la conséquence d'inégalités qui se sont produites tout au long du parcours de vie. À cet égard, surreprésentées dans les emplois précaires, à hauteur de 29,3 % pour les emplois à temps partiel, contre 8,4 % des hommes en 2018, les femmes sont également moins bien payées. Leur salaire mensuel net moyen était 16,8 % inférieur à celui des hommes en 2019, selon l'INSEE⁶, ceci ayant un impact direct sur leur pension. Les femmes disposent donc d'une retraite moins importante que les hommes en raison de leur parcours d'emploi plus souvent morcelé, des inégalités salariales, voire des discriminations à l'embauche surtout dans la deuxième partie de carrière. Tous régimes confondus, les femmes perçoivent ainsi des pensions sensiblement inférieures à celles des hommes. Selon la DREES, les femmes percevaient en moyenne un montant de retraite inférieur de 28 % à celui des hommes en 2018 – un écart qui augmente jusqu'à 41 % dès lors que l'on ne prend en compte que les pensions de droits directs, c'est-à-dire sans les droits dérivés comme la réversion, censés réduire cet écart. Par ailleurs, cet écart, de 50 % en 2004, se réduit très lentement. D'ici 2030, il devrait être de 30 % pour la génération 1965–1969, selon Bonnet et Geraci (2009) de l'INED.

Ces inégalités économiques à l'heure de la retraite engendrent un certain nombre de difficultés pour une partie des femmes âgées, notamment la capacité à faire face à des dépenses spécifiques, comme les dépenses de soins et de santé.

Au total, une grande attention est désormais consacrée à juste titre à faire entendre la voix des jeunes femmes dans les processus politiques internationaux tels que les objectifs de développement durable (ODD) de l'Agenda 2030 et la campagne Génération Égalité, mais les voix des femmes plus âgées sont souvent absentes et leurs préoccupations négligées. L'invisibilisation des femmes âgées dans le recueil de données et de statistiques, la non prise en compte du travail non marchand et les inégalités économiques et sociales qui sont souvent camouflées, contribuent à ignorer les besoins des femmes âgées

6 <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2407748#tableau-figure1>, dernière consultation le 17.11.2021.

et leurs spécificités, et donc à les exclure très souvent des politiques publiques. Or, prendre en compte les besoins spécifiques des plus âgé.e.s lors de l'élaboration de politiques publiques et de programmes nationaux et internationaux dans la perspective de créer une société de la longévité la plus inclusive et équitable possible ne sera que bénéfique pour la société et pour toutes et tous.

Bibliographie

Bonnet, C. & Geraci, M. (2009). Comment corriger les inégalités de retraite entre hommes et femmes ? L'expérience de cinq pays européens. *Population et sociétés*, n° 453.

Criado Perez, C. (2021). *Femmes invisibles. Comment le manque de données sur les femmes dessine un monde fait pour les hommes*. Paris : Editions First.

Ville, Frédéric, *Ces villages qui ont du peps !*, Nantes, Salientes Éditions, 2021.